



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R32-2021-409 bis**

**Publié le 9 novembre 2021**

# SOMMAIRE

## SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES – PRÉFECTURE DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Arrêté du 9 novembre 2021 portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement 2021 du plan de relance

**EJ n° 2103483082**

Arrêté du 9 novembre 2021 portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement 2021 du plan de relance

**EJ n° 2103483089**

Arrêté du 9 novembre 2021 portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement 2021 du plan de relance

**EJ n° 2103483096**

Arrêté du 9 novembre 2021 portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement 2021 du plan de relance

**EJ n° 2103483098**



## ARRÊTÉ

### portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement 2021 du plan de relance

EJ n° 2103483082

Le préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ;
- VU** le décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;
- VU** le décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;
- VU** le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- VU** l'arrêté du 20 décembre 2013 relatif au cadre budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;
- VU** l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- VU** l'arrêté modifié du 26 juillet 2019 relatif aux règles de comptabilité budgétaire de l'État ;
- VU** l'accord régional de relance ;
- VU** la demande de la région des Hauts-de-France en date du 23 septembre 2021 ;
- Considérant** la délégation d'autorisation d'engagement pour 2021 sur le programme 362 de la mission « Plan de Relance » en date du 26 janvier 2021 ;
- Considérant** que le projet de réalisation des travaux de l'Euro Vélo numéro 4, porté par la région des Hauts-de-France, s'inscrit dans la vision plus générale de la relance de l'économie au niveau régional et local, et que cette opération revêt un caractère d'intérêt général ;
- Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'assurer une trésorerie immédiate afin de soutenir ce projet d'aménagement de voie verte ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention participe à l'effort de relance de l'économie ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'alléger les démarches administratives, en réduisant les délais de mise à disposition des crédits à la région des Hauts-de-France et en limitant le nombre de demandes de paiements adressées aux services de l'État ;

**Considérant** que la modification du montant de l'avance ne porte ni atteinte aux intérêts de la défense ou de la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article 12 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 susvisé auxquelles il est dérogé ;

**Considérant** que la présente dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

**SUR** proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## ARRÊTE

### **Article 1er : objet de la dérogation**

En application du décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, il est dérogé à l'article 12 de l'arrêté du 21 août 2018 susvisé qui prévoit que le montant de l'avance versée lors du commencement d'exécution du projet est limité à 30 % du montant de la dotation.

### **Article 2 : bénéficiaire de l'aide**

Une subvention d'un montant de 1 776 676,40 € (un million sept-cent soixante-seize mille six-cents soixante-seize euros et quarante centimes) est attribuée au bénéficiaire ci-dessous désigné :

Dénomination : CONSEIL RÉGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE

Coordonnées : 151 avenue du président Hoover, 59 000 Lille

N° SIRET : 200 053 742 00017

### **Article 3 : objet et montant de la dotation**

La subvention attribuée au bénéficiaire est destinée à réaliser les travaux d'aménagement de l'Euro Vélo numéro 4. Il s'agit de :

- créer un site propre ;
- créer les passerelles pour le franchissement des lieux humides ;
- réaliser les différents types de réalisation ;
- réaliser des travaux de végétalisation.

*Montant* : le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 1 776 676,40 €, le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant prévisionnel.

- *Montant prévisionnel de la dépense subventionnable HT* : 2 220 845,50 €

- Taux de la dotation : 80 %
- Montant de la dotation : 1 776 676,40 €

#### **Article 4 : imputation budgétaire**

Cette dotation régionale d'investissement est imputée à l'action 362-09 du programme 362 « Écologie » de la mission « Plan de Relance » - BOP 0362-MCTR-C059

Code activité : 0362-09-02-00-01

Domaine fonctionnel : 362-09

Axe ministériel : 09-PLAN RELANCE COVID

#### **Article 5 : délais d'exécution**

- L'arrêté prend effet à compter de sa notification.
- Le bénéficiaire devra démarrer les travaux liés au projet au plus tard le 31 décembre 2021.
- Le non commencement d'exécution de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf autorisation exceptionnelle de report, pour une période qui ne peut excéder un an, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai.
- Le bénéficiaire s'engage à réaliser totalement l'opération compte tenu du calendrier de réalisation joint (annexe 2).
- La date prévisionnelle d'achèvement est fixée au : 31 décembre 2022.

#### **Article 6 : modalités de paiement**

Le paiement de la dotation intervient sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par l'article 2.

La dotation sera versée selon les modalités suivantes :

Le montant définitif de la dotation est calculé par application du taux de subvention figurant dans l'article 3 ci-dessus, au montant hors taxe de la dépense réelle, plafonnée au montant de la dépense subventionnable.

*Règlement de la dotation :*

- Par dérogation à l'article 12 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 susvisé, une avance de 50 % du montant prévisionnel de la subvention sera versée à la demande du bénéficiaire lors du commencement d'exécution du projet.
- Des acomptes n'excédant pas 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués.
- Le solde est calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés.

Afin de procéder à ce règlement, le bénéficiaire adresse à la préfecture dans un délai de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du projet mentionnée à l'article 5 du présent arrêté :

- une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (pièces justificatives et/ou les factures acquittées) ;
- la liste des aides publiques perçues et leurs montants respectifs ;
- en l'absence de réception de ces documents au terme de cette période de douze mois, soit au plus tard le 31 décembre 2023, aucun paiement ne peut intervenir au profit du bénéficiaire.

Ce document doit attester de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport à la dépense subventionnée, et mentionner le coût final de l'opération ainsi que ses modalités définitives de financement.

Le bénéficiaire s'engage à déposer, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes et de solde auprès du SGAR :

- un état récapitulatif des dépenses réalisées et répertoriées conformément aux postes de dépenses prévus, visé par le comptable public ;
- les pièces justificatives et/ou les factures acquittées.

#### **Article 7 : comptable assignataire**

L'ordonnateur est le préfet de la région des Hauts-de-France.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France.

#### **Article 8 : publicité**

Concernant les modalités de publication et d'affichage, le bénéficiaire s'engage :

- Dans un délai de 15 jours à compter du commencement d'exécution de l'opération subventionnée, à publier le plan de financement mentionnant son coût total et le montant des subventions apportées par les personnes publiques. Cette publication s'entend de son affichage au siège du maître d'ouvrage et de sa mise en ligne sur son site internet ;

- Pendant la réalisation de l'opération, à afficher son plan de financement en un lieu visible du public sous la forme d'un panneau d'affichage ou d'une affiche, faisant apparaître le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ainsi que son nom et le montant de la subvention ;

- À l'issue de la réalisation de l'opération et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible au public, sur lequel figure le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ;

- Le logo « France Relance » sera apposé sur tout support de communication et de publicité lié au projet. Un support physique avec le logo « France Relance » sera installé sur le lieu du projet sans attendre le début des travaux, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 9 : contrôle et tenue d'une comptabilité séparée**

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par la préfecture, ainsi que par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspection et de contrôle et aux frais du bénéficiaire lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration.

Il doit tenir annuellement une comptabilité séparée de l'opération ou utiliser une codification comptable adéquate.

#### **Article 10 : reversement – résiliation**

Un reversement total ou partiel de la subvention sera demandé dans les cas suivants :

- si l'affectation de l'investissement subventionné a été modifiée sans autorisation, avant l'expiration du délai fixé dans l'arrêté attributif ;
- si le plafond des 80 % d'aides publiques accordées a été dépassé ;
- si l'opération n'est pas réalisée dans le délai susvisé pour l'achèvement de l'opération ;
- à la demande du bénéficiaire, lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite l'annulation de la subvention.

#### **Article 11 : délais et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Tout litige résultant de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Lille, lequel peut être saisi via [www.telerecours.com](http://www.telerecours.com).

#### **Article 12 : exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France, le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Lille , le **09 NOV. 2021**

Le préfet de la région des Hauts-de-France



Georges-François LECLERC

## ARRÊTÉ

### portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement au titre du plan de relance 2021

EJ n° 210 348 3089

Le préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ;
- VU** le décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;
- VU** le décret n° 2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;
- VU** le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- VU** l'arrêté du 20 décembre 2013 relatif au cadre budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;
- VU** l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;
- VU** l'arrêté modifié du 26 juillet 2019 relatif aux règles de comptabilité budgétaire de l'État ;
- VU** l'accord régional de relance ;
- VU** la demande de la région des Hauts-de-France en date du 23 septembre 2021 ;
- Considérant** la délégation d'autorisation d'engagement pour 2021 sur le programme 362 de la mission « Plan de Relance » en date du 26 janvier 2021 ;
- Considérant** que le projet de réalisation des travaux de modernisation de la gare de Saint-Amand-les-Eaux, porté par la région des Hauts-de-France, s'inscrit dans la vision plus générale de la relance de l'économie au niveau régional et local ; que cette opération revêt un caractère d'intérêt général ;
- Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'assurer une trésorerie immédiate afin de soutenir ce projet de réhabilitation indispensable aux infrastructures ferroviaires de la région ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention participe à l'effort de relance de l'économie ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'alléger les démarches administratives, en réduisant les délais de mise à disposition des crédits à la région des Hauts-de-France et en limitant le nombre de demandes de paiements adressées aux services de l'État ;

**Considérant** que la modification du montant de l'avance ne porte ni atteinte aux intérêts de la défense ou de la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article 12 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 susvisé auxquelles il est dérogé ;

**Considérant** que la présente dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

**SUR** proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## ARRÊTE

### Article 1er : objet de la dérogation

En application du décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, il est dérogé à l'article 12 de l'arrêté du 21 août 2018 susvisé qui prévoit que le montant de l'avance versée lors du commencement d'exécution du projet est limité à 30 % du montant de la dotation.

### Article 2 : bénéficiaire de l'aide

Une subvention d'un montant de 2 456 400 € (deux millions quatre-cent cinquante-six mille quatre-cents euros) est attribuée au bénéficiaire ci-dessous désigné :

Dénomination : CONSEIL REGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE

Coordonnées : 151 avenue du président Hoover, 59 000 Lille

N° SIRET : 200 053 742 00017

### Article 3 : objet et montant de la dotation

La subvention attribuée au bénéficiaire est destinée à réaliser les travaux modernisation de la gare de Saint-Amand-lès-Eaux. Il s'agit de :

- moderniser les quais et le souterrain ;
- permettre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

*Montant* : le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 2 456 400 €, le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant prévisionnel.

- *Montant prévisionnel de la dépense subventionnable HT* : 3 070 500 €
- *Taux de la dotation* : 80 %
- *Montant de la dotation* : 2 456 400 €

#### **Article 4 : imputation budgétaire**

Cette dotation régionale d'investissement est imputée à l'action 362-09 du programme 362 «Écologie» de la mission « Plan de Relance » - BOP 0362-MCTR-C059

Code activité : 0362-09-02-00-01

Domaine fonctionnel : 362-09

Axe ministériel : 09-PLAN RELANCE COVID

#### **Article 5 : délais d'exécution**

- L'arrêté prend effet à compter de sa notification.
- Le bénéficiaire devra démarrer les travaux liés au projet au plus tard le 31 décembre 2021.
- Le non commencement d'exécution de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf autorisation exceptionnelle de report, pour une période qui ne peut excéder un an, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai.
- Le bénéficiaire s'engage à réaliser totalement l'opération compté tenu du calendrier de réalisation joint (annexe 2).
- La date prévisionnelle d'achèvement est fixée au : 31 juillet 2022.

#### **Article 6 : modalités de paiement**

Le paiement de la dotation intervient sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par l'article 2.

La dotation sera versée selon les modalités suivantes :

Le montant définitif de la dotation est calculé par application du taux de subvention figurant dans l'article 3 ci-dessus, au montant hors taxe de la dépense réelle, plafonnée au montant de la dépense subventionnable.

*Règlement de la dotation :*

- Par dérogation à l'article 12 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 susvisé, une avance de 50 % du montant prévisionnel de la subvention sera versée à la demande du bénéficiaire lors du commencement d'exécution du projet.
- Des acomptes n'excédant pas 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués.
- Le solde est calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés.

Afin de procéder à ce règlement, le bénéficiaire adresse à la préfecture dans un délai de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du projet mentionnée à l'article 5 du présent arrêté :

- une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (pièces justificatives et/ou les factures acquittées) ;
- la liste des aides publiques perçues et leurs montants respectifs ;

- en l'absence de réception de ces documents au terme de cette période de douze mois, soit au plus tard le 31 juillet 2023, aucun paiement ne peut intervenir au profit du bénéficiaire.

Ce document doit attester de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport à la dépense subventionnée, et mentionner le coût final de l'opération ainsi que ses modalités définitives de financement.

Le bénéficiaire s'engage à déposer, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes et de solde auprès du SGAR :

- un état récapitulatif des dépenses réalisées et répertoriées conformément aux postes de dépenses prévus, visé par le comptable public ;
- les pièces justificatives et/ou les factures acquittées.

#### **Article 7 : comptable assignataire**

L'ordonnateur est le préfet de la région des Hauts-de-France.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France.

#### **Article 8 : publicité**

Concernant les modalités de publication et d'affichage, le bénéficiaire s'engage :

- Dans un délai de 15 jours à compter du commencement d'exécution de l'opération subventionnée, à publier le plan de financement mentionnant son coût total et le montant des subventions apportées par les personnes publiques. Cette publication s'entend de son affichage au siège du maître d'ouvrage et de sa mise en ligne sur son site internet ;
- Pendant la réalisation de l'opération, à afficher son plan de financement en un lieu visible du public sous la forme d'un panneau d'affichage ou d'une affiche, faisant apparaître le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ainsi que son nom et le montant de la subvention ;
- À l'issue de la réalisation de l'opération et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible au public, sur lequel figure le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ;
- Le logo « France Relance » sera apposé sur tout support de communication et de publicité lié au projet. Un support physique avec le logo « France Relance » sera installé sur le lieu du projet sans attendre le début des travaux, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 9 : contrôle et tenue d'une comptabilité séparée**

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par la préfecture, ainsi que par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspection et de contrôle et aux frais du bénéficiaire lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration.

Il doit tenir annuellement une comptabilité séparée de l'opération ou utiliser une codification comptable adéquate.

#### **Article 10 : reversement – résiliation**

Un reversement total ou partiel de la subvention sera demandé dans les cas suivants :

- si l'affectation de l'investissement subventionné a été modifiée sans autorisation, avant l'expiration du délai fixé dans l'arrêté attributif ;
- si le plafond des 80% d'aides publiques accordées a été dépassé ;
- si l'opération n'est pas réalisée dans le délai susvisé pour l'achèvement de l'opération ;
- à la demande du bénéficiaire, lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite l'annulation de la subvention.

#### **Article 11 : délais et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Tout litige résultant de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Lille, lequel peut être saisi via [www.telerecours.com](http://www.telerecours.com).

#### **Article 12 : exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France, le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Lille , le **09 NOV. 2021**

Le préfet de la région des Hauts-de-France



Georges-François LECLERC



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Secrétariat général  
pour les affaires régionales**

## **ARRÊTÉ**

### **portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement au titre du plan de relance 2021**

**EJ n° 210 348 3096**

Le préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

**VU** la loi organique N°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

**VU** le décret N°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

**VU** le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**VU** le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ;

**VU** le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;

**VU** le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté du 20 décembre 2013 relatif au cadre budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;

**VU** l'arrêté modifié du 26 juillet 2019 relatif aux règles de comptabilité budgétaire de l'État ;

**VU** l'accord régional de relance ;

**VU** la demande de la région des Hauts-de-France en date du 23 septembre 2021 ;

**Considérant** la délégation d'autorisation d'engagement pour 2021 sur le programme 362 de la mission « Plan de Relance » en date du 26 janvier 2021 ;

**Considérant** que le projet de réalisation des travaux de modernisation de la gare d'Albert, porté par la région des Hauts-de-France, s'inscrit dans la vision plus générale de la relance de l'économie au niveau régional et local ; que cette opération revêt un caractère d'intérêt général ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'assurer une trésorerie immédiate afin de soutenir ce projet de réhabilitation indispensable aux infrastructures ferroviaires de la région ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention participe à l'effort de relance de l'économie ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'alléger les démarches administratives, en réduisant les délais de mise à disposition des crédits à la région des Hauts-de-France et en limitant le nombre de demandes de paiements adressées aux services de l'État ;

**Considérant** que la modification du montant de l'avance ne porte ni atteinte aux intérêts de la défense ou de la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article 12 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 susvisé auxquelles il est dérogé ;

**Considérant** que la présente dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

**SUR** proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er : objet de la dérogation**

En application du décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, il est dérogé à l'article 12 de l'arrêté du 21 août 2018 susvisé qui prévoit que le montant de l'avance versée lors du commencement d'exécution du projet est limité à 30 % du montant de la dotation.

### **Article 2 : bénéficiaire de l'aide**

Une subvention d'un montant de 3 786 780,95 € (trois millions sept-cent quatre-vingt-six mille sept-cent quatre-vingts euros et quatre-vingt-quinze centimes) est attribuée au bénéficiaire ci-dessous désigné :

Dénomination : CONSEIL REGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE

Coordonnées : 151 avenue du président Hoover, 59 000 Lille

N° SIRET : 200 053 742 00017

### **Article 3 : objet et montant de la dotation**

La subvention attribuée au bénéficiaire est destinée à réaliser les travaux modernisation de la gare d'Albert. Il s'agit de :

- moderniser les quais ;
- créer une passerelle d'accès.

*Montant* : le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 3 786 780,95 €, le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant prévisionnel.

- *Montant prévisionnel de la dépense subventionnable HT* : 5 410 460 €
- *Taux de la dotation* : 69,99 %
- *Montant de la dotation* : 3 786 780,95 €

#### **Article 4 : imputation budgétaire**

Cette dotation régionale d'investissement est imputée à l'action 362-09 du programme 362 «Écologie» de la mission « Plan de Relance » - BOP 0362-MCTR-C059

Code activité : 0362-09-02-00-01

Domaine fonctionnel : 362-09

Axe ministériel : 09-PLAN RELANCE COVID

#### **Article 5 : délais d'exécution**

- L'arrêté prend effet à compter de sa notification.
- Le bénéficiaire devra démarrer les travaux liés au projet au plus tard le 31 décembre 2021.
- Le non commencement d'exécution de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf autorisation exceptionnelle de report, pour une période qui ne peut excéder un an, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai.
- Le bénéficiaire s'engage à réaliser totalement l'opération compte tenu du calendrier de réalisation joint (annexe 2).
- La date prévisionnelle d'achèvement est fixée au : 31 août 2022.

#### **Article 6 : modalités de paiement**

Le paiement de la dotation intervient sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par l'article 2.

La dotation sera versée selon les modalités suivantes :

Le montant définitif de la dotation est calculé par application du taux de subvention figurant dans l'article 3 ci-dessus, au montant hors taxe de la dépense réelle, plafonnée au montant de la dépense subventionnable.

*Règlement de la dotation :*

- Par dérogation à l'article 12 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 susvisé, une avance de 50 % du montant prévisionnel de la subvention sera versée à la demande du bénéficiaire lors du commencement d'exécution du projet.
- Des acomptes n'excédant pas 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués.
- Le solde est calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés.

Afin de procéder à ce règlement, le bénéficiaire adresse à la préfecture dans un délai de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du projet mentionnée à l'article 5 du présent arrêté :

- une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (pièces justificatives et/ou les factures acquittées) ;
- la liste des aides publiques perçues et leurs montants respectifs ;

- en l'absence de réception de ces documents au terme de cette période de douze mois, soit au plus tard le 31 août 2023, aucun paiement ne peut intervenir au profit du bénéficiaire.

Ce document doit attester de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport à la dépense subventionnée, et mentionner le coût final de l'opération ainsi que ses modalités définitives de financement.

Le bénéficiaire s'engage à déposer, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes et de solde auprès du SGAR :

- un état récapitulatif des dépenses réalisées et répertoriées conformément aux postes de dépenses prévus, visé par le comptable public ;
- les pièces justificatives et/ou les factures acquittées.

#### **Article 7 : comptable assignataire**

L'ordonnateur est le préfet de la région des Hauts-de-France.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France.

#### **Article 8 : publicité**

Concernant les modalités de publication et d'affichage, le bénéficiaire s'engage :

- Dans un délai de 15 jours à compter du commencement d'exécution de l'opération subventionnée, à publier le plan de financement mentionnant son coût total et le montant des subventions apportées par les personnes publiques. Cette publication s'entend de son affichage au siège du maître d'ouvrage et de sa mise en ligne sur son site internet ;
- Pendant la réalisation de l'opération, à afficher son plan de financement en un lieu visible du public sous la forme d'un panneau d'affichage ou d'une affiche, faisant apparaître le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ainsi que son nom et le montant de la subvention ;
- À l'issue de la réalisation de l'opération et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible au public, sur lequel figure le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ;
- Le logo « France Relance » sera apposé sur tout support de communication et de publicité lié au projet. Un support physique avec le logo « France Relance » sera installé sur le lieu du projet sans attendre le début des travaux, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 9 : contrôle et tenue d'une comptabilité séparée**

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par la préfecture, ainsi que par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspection et de contrôle et aux frais du bénéficiaire lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration.

Il doit tenir annuellement une comptabilité séparée de l'opération ou utiliser une codification comptable adéquate.

#### **Article 10 : reversement – résiliation**

Un reversement total ou partiel de la subvention sera demandé dans les cas suivants :

- si l'affectation de l'investissement subventionné a été modifiée sans autorisation, avant l'expiration du délai fixé dans l'arrêté attributif ;
- si le plafond des 80% d'aides publiques accordées a été dépassé ;
- si l'opération n'est pas réalisée dans le délai susvisé pour l'achèvement de l'opération ;
- à la demande du bénéficiaire, lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite l'annulation de la subvention.

#### **Article 11 : délais et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Tout litige résultant de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Lille, lequel peut être saisi via [www.telerecours.com](http://www.telerecours.com).

#### **Article 12 : exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France, le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Lille , le **09 NOV. 2021**

Le préfet de la région des Hauts-de-France



Georges-François LECLERC



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Secrétariat général  
pour les affaires régionales**

## ARRÊTÉ

### portant attribution d'une subvention au titre de la dotation régionale d'investissement au titre du plan de relance 2021

EJ n° 210 348 30 98

Le préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

- VU** la loi organique N°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;
- VU** le décret N°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 30 juin 2021, portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;
- VU** le décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement ;
- VU** le décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet ;
- VU** le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 pris pour l'application de l'article L.1111-11 du code général des collectivités territoriales ;
- VU** l'arrêté du 20 décembre 2013 relatif au cadre budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales ;
- VU** l'arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;
- VU** l'arrêté modifié du 26 juillet 2019 relatif aux règles de comptabilité budgétaire de l'État ;
- VU** l'accord régional de relance ;
- VU** la demande de la région des Hauts-de-France en date du 23 septembre 2021 ;
- Considérant** la délégation d'autorisation d'engagement pour 2021 sur le programme 362 de la mission « Plan de Relance » en date du 26 janvier 2021 ;
- Considérant** que le projet de réalisation des travaux de réhabilitation des bâtiments de l'internat du lycée Amyot d'Inville, porté par la région des Hauts-de-France, s'inscrit dans la vision plus générale de la relance de l'économie au niveau régional et local ; que cette opération revêt un caractère d'intérêt général ;
- Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'assurer une trésorerie immédiate afin de soutenir ce projet de réhabilitation indispensable aux infrastructures scolaires de la région ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention participe à l'effort de relance de l'économie ;

**Considérant** que le versement d'une avance supérieure à 30 % du montant de la subvention permet d'alléger les démarches administratives, en réduisant les délais de mise à disposition des crédits à la région des Hauts-de-France et en limitant le nombre de demandes de paiements adressées aux services de l'État ;

**Considérant** que la modification du montant de l'avance ne porte ni atteinte aux intérêts de la défense ou de la sécurité des personnes et des biens, ni une atteinte disproportionnée aux objectifs poursuivis par les dispositions de l'article 12 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 susvisé auxquelles il est dérogé ;

**Considérant** que la présente dérogation est compatible avec les engagements européens et internationaux de la France ;

**SUR** proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er : objet de la dérogation**

En application du décret n°2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet, il est dérogé à l'article 12 de l'arrêté du 21 août 2018 susvisé qui prévoit que le montant de l'avance versée lors du commencement d'exécution du projet est limité à 30 % du montant de la dotation.

### **Article 2 : bénéficiaire de l'aide**

Une subvention d'un montant de 1 040 000 € (un million quarante mille euros) est attribuée au bénéficiaire ci-dessous désigné :

Dénomination : CONSEIL REGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE

Coordonnées : 151 avenue du président Hoover, 59 000 Lille

N° SIRET : 200 053 742 00017

### **Article 3 : objet et montant de la dotation**

La subvention attribuée au bénéficiaire est destinée à réaliser les travaux de réhabilitation des bâtiments de l'internat du lycée Amyot d'Inville. Il s'agit de :

- mettre en place une isolation thermique extérieure avec bardage composite ;
- remplacer des menuiseries extérieures.

*Montant* : le montant maximum prévisionnel de l'aide financière est de 1 040 000 €, le montant définitif sera calculé en fonction des dépenses effectivement réalisées par application du taux ci-dessous. En tout état de cause, le montant définitif sera plafonné au montant prévisionnel.

- *Montant prévisionnel de la dépense subventionnable HT : 1 300 000 €*
- *Taux de la dotation : 80 %*
- *Montant de la dotation : 1 040 000 €*

#### **Article 4 : imputation budgétaire**

Cette dotation régionale d'investissement est imputée à l'action 362-09 du programme 362 «Écologie» de la mission « Plan de Relance » - BOP 0362-MCTR-C059

Code activité : 0362-09-01-00-01

Domaine fonctionnel : 362-09

Axe ministériel : 09-PLAN RELANCE COVID

#### **Article 5 : délais d'exécution**

- L'arrêté prend effet à compter de sa notification.
- Le bénéficiaire devra démarrer les travaux liés au projet au plus tard le 31 décembre 2021.
- Le non commencement d'exécution de l'opération dans le délai précité entraîne la caducité du présent arrêté, sauf autorisation exceptionnelle de report, pour une période qui ne peut excéder un an, sur demande justifiée du bénéficiaire avant l'expiration du délai.
- Le bénéficiaire s'engage à réaliser totalement l'opération compte tenu du calendrier de réalisation joint (annexe 2).
- La date prévisionnelle d'achèvement est fixée au : 31 décembre 2022.

#### **Article 6 : modalités de paiement**

Le paiement de la dotation intervient sous réserve de la disponibilité des crédits, sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par l'article 2.

La dotation sera versée selon les modalités suivantes :

Le montant définitif de la dotation est calculé par application du taux de subvention figurant dans l'article 3 ci-dessus, au montant hors taxe de la dépense réelle, plafonnée au montant de la dépense subventionnable.

*Règlement de la dotation :*

- Par dérogation à l'article 12 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 susvisé, une avance de 50 % du montant prévisionnel de la subvention sera versée à la demande du bénéficiaire lors du commencement d'exécution du projet.
- Des acomptes n'excédant pas 80 % du montant prévisionnel de la subvention peuvent être versés en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués.
- Le solde est calculé dans la limite du montant maximum prévisionnel, déduction faite des acomptes versés.

Afin de procéder à ce règlement, le bénéficiaire adresse à la préfecture dans un délai de 12 mois à compter de la date prévisionnelle d'achèvement du projet mentionnée à l'article 5 du présent arrêté :

- une déclaration d'achèvement de l'opération accompagnée d'un décompte final des dépenses réellement effectuées (pièces justificatives et/ou les factures acquittées) ;
- la liste des aides publiques perçues et leurs montants respectifs ;

- en l'absence de réception de ces documents au terme de cette période de douze mois, soit au plus tard le 31 décembre 2023, aucun paiement ne peut intervenir au profit du bénéficiaire.

Ce document doit attester de l'achèvement de l'opération, de la conformité de ses caractéristiques par rapport à la dépense subventionnée, et mentionner le coût final de l'opération ainsi que ses modalités définitives de financement.

Le bénéficiaire s'engage à déposer, à l'appui de ses demandes de paiement d'acomptes et de solde auprès du SGAR :

- un état récapitulatif des dépenses réalisées et répertoriées conformément aux postes de dépenses prévus, visé par le comptable public ;
- les pièces justificatives et/ou les factures acquittées.

#### **Article 7 : comptable assignataire**

L'ordonnateur est le préfet de la région des Hauts-de-France.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France.

#### **Article 8 : publicité**

Concernant les modalités de publication et d'affichage, le bénéficiaire s'engage :

- Dans un délai de 15 jours à compter du commencement d'exécution de l'opération subventionnée, à publier le plan de financement mentionnant son coût total et le montant des subventions apportées par les personnes publiques. Cette publication s'entend de son affichage au siège du maître d'ouvrage et de sa mise en ligne sur son site internet ;

- Pendant la réalisation de l'opération, à afficher son plan de financement en un lieu visible du public sous la forme d'un panneau d'affichage ou d'une affiche, faisant apparaître le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ainsi que son nom et le montant de la subvention ;

- À l'issue de la réalisation de l'opération et au plus tard trois mois après l'achèvement de celle-ci, à apposer une plaque ou un panneau permanent, en un lieu aisément visible au public, sur lequel figure le logotype « France Relance », et de la personne publique ayant subventionné le projet ;

- Le logo « France Relance » sera apposé sur tout support de communication et de publicité lié au projet. Un support physique avec le logo « France Relance » sera installé sur le lieu du projet sans attendre le début des travaux, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 9 : contrôle et tenue d'une comptabilité séparée**

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle sur pièces et sur place effectué par la préfecture, ainsi que par toute autorité mandatée par le préfet, par les corps d'inspection et de contrôle et aux frais du bénéficiaire lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration.

Il doit tenir annuellement une comptabilité séparée de l'opération ou utiliser une codification comptable adéquate.

### **Article 10 : reversement – résiliation**

Un reversement total ou partiel de la subvention sera demandé dans les cas suivants :

- si l'affectation de l'investissement subventionné a été modifiée sans autorisation, avant l'expiration du délai fixé dans l'arrêté attributif ;
- si le plafond des 80% d'aides publiques accordées a été dépassé ;
- si l'opération n'est pas réalisée dans le délai susvisé pour l'achèvement de l'opération ;
- à la demande du bénéficiaire, lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite l'annulation de la subvention.

### **Article 11 : délais et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa notification.

Tout litige résultant de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Lille, lequel peut être saisi via [www.telerecours.com](http://www.telerecours.com).

### **Article 12 : exécution**

Le secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France, le directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Lille, le **09 NOV. 2021**

Le préfet de la région des Hauts-de-France



Georges-François LECLERC